

Une information pour que la société civile décide

16 février 2017, par [BONZI Bénédicte](#)

Le 23 mars, à Paris, Inf'OGM tiendra son Assemblée Générale à laquelle vous êtes tous les bienvenus. Comme pour toute association, c'est un moment fort : un temps d'échange et de rencontre mais aussi l'occasion de faire le bilan et de se remettre en question... afin de continuer à revendiquer un autre aspect de notre structure.

Car au-delà de notre mission d'information, Inf'OGM, c'est aussi « un laboratoire social » : égalité, transversalité, décisions à l'unanimité (ou au consensus), absence de hiérarchie entre les salariés et entre équipe salariale et administrateurs. Chacun a un rôle à jouer. Des rôles différents, complémentaires mais tous aussi indispensables à la réalisation de notre mission d' « *apporter une information utile, critique et contextualisée* », et cela dans un esprit d'écoute et de solidarité.

Et cette forme d'organisation souple, qui s'enracine dans une parole libre, a permis au cours de notre existence - 17 ans déjà - d'évoluer, d'avancer, de nous imposer dans notre domaine.

Notre nouveau journal en est une nouvelle preuve : sa transformation radicale va bien au-delà de l'esthétique. C'est toute une équipe qui s'est mise en marche, qui a dû changer ses habitudes, apprendre à travailler avec d'autres plumes. Une information seule ne sert à rien : il faut la rendre accessible, la traduire, la mettre en perspective. Une traduction qui soulève les enjeux éthiques afin de voir les causes et les conséquences de certains choix sur le vivant. Une mise en lien indispensable pour voir les choses dans leur globalité et lutter contre le morcellement technique.

à l'heure où les industriels tentent de faire disparaître le mot « OGM » de notre quotidien tout en propageant de « nouveaux OGM », ou des « OGM cachés », la mise en lien permet de dépasser la question de l'outil et de la technique pour faire émerger l'importance des choix politiques. Face à des possibilités exponentielles de modifications non naturelles du fait d'une nouvelle palette d'outils, il faut constamment rappeler qu'il appartient à la société civile d'en décider des usages.